L'accès à l'emploi au prisme des capacités, enjeux théoriques et méthodologiques

Access to employment in terms of competence management: the theoretical and methodological issues

Zugang zur Beschäftigung aus der Sicht der Capabilities Theoretische und methodische Auswirkungen

Jean-Michel Bonvin et Nicolas Farvaque

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1550>

DOI : 10.4000/formationemploi.1550

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2007

Pagination : 9-22

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Jean-Michel Bonvin et Nicolas Farvaque, « L'accès à l'emploi au prisme des capacités, enjeux théoriques et méthodologiques », *Formation emploi* [En ligne], 98 | avril-juin 2007, mis en ligne le 30 juin 2009, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1550> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.1550>

Numéro spécial

L'accès à l'emploi au prisme des capabilités¹, enjeux théoriques et méthodologiques

Par Jean-Michel Bonvin et Nicolas Farvaque*

L'approche par les capacités apporte un éclairage original sur la formation et l'insertion professionnelle ; elle met ainsi en lumière des enjeux parfois ignorés. Elle soulève également de nombreux défis méthodologiques.

Depuis une décennie, les politiques de lutte contre le chômage menées dans les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) connaissent des évolutions considérables qui remettent en cause le sens même des politiques d'intégration sociale. Avec l'émergence de l'État social actif, les outils d'intervention sur les individus se multiplient afin de favoriser leur retour rapide à l'emploi ou d'améliorer leur employabilité. Les programmes de formation occupent ici une position de choix qu'il convient de questionner. Au même titre que toutes les politiques d'intégration sociale s'adressant à des individus, ils sont en effet marqués du sceau de l'ambivalence dans la mesure où ils oscillent entre volonté de normaliser les comportements (en l'occurrence de les rendre conformes aux attentes en matière de productivité et compétitivité

* **Jean-Michel Bonvin** est sociologue et professeur à la Haute École spécialisée de Suisse occidentale. Ses principaux thèmes de recherche sont les politiques d'intégration sociale et les nouveaux modes de gestion de l'action publique. Outre plusieurs articles portant sur la manière d'appliquer l'approche par les capacités aux politiques sociales et au marché du travail dans les pays développés, il a récemment co-édité l'ouvrage *Enron and the World of Finance*, New York, Palgrave MacMillan, 2005 (avec P. Dembinski, A. Cornford et C. Lager).

Nicolas Farvaque est responsable de la recherche à l'ORSEU (Office européen de conseil, recherche et formation en relations sociales, Lille) et chercheur associé à l'IDHE (Institutions et dynamiques historiques de l'économie - École normale supérieure de Cachan). Il a rédigé plusieurs articles sur l'approche par les capacités de Sen et a coordonné, en 2007, les études « *La qualité de l'emploi dans les métiers de l'animation* » et « *La création d'emplois dans les services relationnels innovants. Le cas des services aux particuliers en Europe* » (rapport pour la Commission européenne), disponibles sur www.orseu.com.

¹ Le mot anglais « *capability* » est traduit ici par le néologisme « capabilité » ou, par souci de simplicité, par « capacité » dans les expressions comme « approche par les capacités » ou « développement des capacités » par exemple.

économiques) et souci d'assister les individus et de les aider à trouver leur place dans la société. Ainsi, l'État social actif véhicule une conception de la formation et de son lien avec le marché du travail qui mérite d'être interrogée à la fois dans ses fondements normatifs (en quoi la formation permet-elle d'améliorer les opportunités de décrocher un emploi de qualité ?) et dans ses procédures d'application (les programmes de formation sont-ils décidés d'en haut ou en partenariat avec les individus ?). Nous suggérons ici que l'approche par les capacités (AC) constitue un instrument analytique et méthodologique pertinent pour mener cette évaluation normative et pragmatique des politiques de l'emploi contemporaines. Dans un premier temps, l'AC est présentée dans ses grandes lignes et distinguée des conceptions plus standards de l'employabilité. La deuxième partie aborde la question de son opérationnalisation sous les angles à la fois conceptuels et méthodologiques. La conclusion dresse un bref bilan des avancées comparatives et des lacunes de l'AC.

LA LIBERTÉ RÉELLE DE CHOIX AU CŒUR DE L'APPROCHE PAR LES CAPACITÉS

Cette partie met en lumière l'originalité de l'approche par les capacités d'Amartya Sen, qui s'enracine dans une double distinction entre les capacités et les fonctionnements d'une part, les capacités et les ressources d'autre part. Elle montre en quoi cette conception, qui débouche sur une définition exigeante de la liberté combinant les aspects de participation démocratique et la question de l'accès à des opportunités de valeur, se démarque nettement des approches dominantes en matière de politiques de l'emploi et de l'employabilité.

Fonctionnements et capacités

L'approche par les capacités s'inscrit dans la perspective du développement humain en tant que liberté réelle. Elle repose sur une première distinction fondamentale entre ce que Sen appelle les *fonctionnements* ou accomplissements, c'est-à-dire ce que je fais effectivement (les actes ou les choix que je

pose), et les *capacités* ou libertés réelles de me comporter de telle ou telle manière (les actes ou les choix que je peux poser). Cette précision terminologique, d'apparence assez simple, met en évidence les différences entre les individus du point de vue de la liberté d'agir. Deux personnes accomplissant les mêmes actes n'ont pas nécessairement le même degré de liberté réelle : si quelqu'un se trouve dans un contexte de pénurie ou de famine, ne pas se nourrir relève d'une contrainte, tandis qu'une personne se trouvant dans un contexte d'abondance pourra faire le choix de se nourrir ou pas. Entre la famine et le jeûne volontaire, il y a un gouffre en termes de liberté réelle, que cette première distinction permet de saisir. Sa pertinence vaut également pour des exemples moins extrêmes : une personne dotée de revenus importants (rentes ou autres) pourra choisir de travailler ou non, tandis qu'une personne sans ressources sera contrainte de travailler pour assurer sa subsistance. On voit ici l'importance d'une garantie de ressources (telle que l'assurance-chômage) en vue d'augmenter la liberté réelle des personnes à l'égard du marché du travail. Toute la perspective des capacités vise à mettre sur pied des mécanismes permettant d'égaliser le plus possible la liberté réelle des individus membres d'une collectivité. Cette question entretient des liens étroits avec la manière de concevoir la responsabilité individuelle : suivant Sen, il ne saurait y avoir de responsabilité si les moyens de la liberté réelle ne sont pas donnés. On ne saurait donc juger comme irresponsable une personne ne disposant pas des moyens d'agir librement. L'insistance sur les libertés réelles ou capacités plutôt que sur les fonctionnements effectifs se présente ici comme un axe primordial en matière d'analyse des politiques publiques et c'est à l'aune de cet étalon que les modifications contemporaines du droit social sont évaluées. En d'autres termes, la responsabilisation des chômeurs, considérés comme responsables de leur retour à l'emploi ou de l'amélioration de leur employabilité, se fait-elle dans le but d'augmenter leur liberté réelle (en vue d'assurer les conditions même de l'exercice de la responsabilité) ou, au contraire, avec l'ambition de moraliser des chômeurs dénoncés comme irresponsables, alors même que les conditions du comportement responsable, c'est-à-dire de la liberté réelle, ne sont pas fournies ? La distinction entre fonctionnements et

capacités permet ainsi de poser un premier axe d'analyse des politiques sociales actives, notamment des politiques dites d'employabilité, et de la conception de la responsabilité qu'elles mobilisent.

Les conceptions ressourcistes et l'approche par les capacités

La seconde distinction oppose les ressources et les capacités. Par ressources, Sen entend tous les biens et services dont une personne dispose, qu'ils soient produits ou dispensés sur le marché, dans le secteur associatif ou par le secteur public. Les revenus perçus sur le marché du travail, les transferts sociaux, les dons ou cadeaux, ainsi que toutes les marchandises et prestations de services auxquelles les individus ont accès sont subsumés sous cette notion de ressources. Nous proposons ici de considérer aussi les droits formels accordés aux individus (c'est-à-dire les droits inscrits dans les documents constitutionnels ou législatifs tels que le droit à l'éducation, à la liberté d'opinion, à la sécurité sociale, etc.) comme autant de ressources mobilisables dans le cours de l'action. Entre la possession ou la disponibilité de ces diverses ressources ou droits formels *et* la liberté réelle des personnes, il y a une distance importante. De fait, deux personnes disposant d'une même quantité de ressources ou de droits formels n'ont pas nécessairement les mêmes capacités d'utiliser ces ressources. L'exemple du vélo l'illustre : prenons une société où chacun a à sa disposition un vélo et où la constitution ou la loi garantissent le droit à la mobilité. Dans un tel cadre où chacun dispose des mêmes biens matériels et des mêmes droits formels, des inégalités réelles vont néanmoins émerger en raison des différences qui surviennent au niveau de ce que Sen appelle les facteurs de conversion. À la suite de Robeyns (2000), nous pouvons distinguer trois types de facteurs de conversion :

- les facteurs de conversion individuels qui désignent les caractéristiques, capacités ou compétences individuelles. Dans notre exemple, il s'agit de toutes les dimensions pouvant influencer sur la capacité d'aller à vélo (la personne est-elle affectée par des problèmes physiques qui lui interdisent la pratique du vélo ? sait-elle utiliser un vélo ? etc.). Les politiques de formation focalisent leur attention sur ce premier facteur ;

- les facteurs de conversion sociaux qui désignent le contexte sociopolitique et culturel dans lequel la personne évolue ; ici, les normes sociales en vigueur autorisent-elles l'usage du vélo pour toutes les catégories de population ? De manière plus générale, est ici visée la capacité des normes sociales à favoriser ou entraver la réalisation des droits formels ;
- les facteurs de conversion environnementaux, dans notre cas les infrastructures routières ou pistes cyclables à disposition, doivent également être pris en compte. En l'absence de telles infrastructures, le détenteur d'un vélo, même parfaitement capable de l'utiliser et autorisé à le faire, est privé du droit réel à la mobilité.

En l'absence de facteurs de conversion adéquats, les ressources ne peuvent se traduire en libertés réelles et les droits demeurent formels. Cette distinction entre ressources et capacités peut apparaître triviale, mais les conséquences sont très significatives. De fait, elle montre que la redistribution de ressources matérielles ou financières ne suffit pas à garantir l'amélioration des capacités des bénéficiaires de telles prestations. Encore faut-il assurer la présence de facteurs de conversion adéquats dans chacun des trois domaines indiqués. Cette précision est fondamentale : agir sur la compétence des personnes ne suffit pas dans la mesure où les facteurs sociaux et environnementaux ne sont pas pris en compte. Ainsi, une politique publique centrée sur les capacités doit agir conjointement sur les ressources (biens, services, revenus, libertés et droits formels) et sur les trois catégories de facteurs de conversion (individuels, sociaux et environnementaux). À défaut, elle risque de se trouver prise dans l'un des deux écueils qui menacent toute intervention publique : soit en rester à la liberté formelle des personnes (et s'exposer à la critique de Marx, suivant laquelle l'énonciation de droits reste purement formelle, c'est-à-dire sans effet sur la réalité concrète, dans un contexte marqué par d'importantes inégalités sociales), soit imposer des comportements conformes à des normes sociales décidées d'en haut (c'est-à-dire des fonctionnements plutôt que des capacités). Dans ce dernier cas, la politique publique se réduirait à une injonction paradoxale consistant à solliciter la responsabilité des individus tout en les enjoignant de mettre toute leur énergie au service de la conformité avec les normes sociales.

Schéma 1

Ressources, droits et libertés formels dans l'approche par les capacités

En résumé, nous proposons d'adopter le cadre d'analyse synthétisé dans le **schéma 1** qui reprend l'acception étendue des ressources, formulée ci-dessus, en y englobant toutes les formes de droits ou libertés formels.

Dans une telle perspective, la principale contribution de l'approche par les capacités n'est pas de montrer l'insuffisance des approches de la pauvreté centrées sur les seules ressources monétaires ou autres (qui se situent au fondement des interventions de l'État social des Trente Glorieuses), mais de pointer la nécessité de garantir la conversion de ces ressources, et plus généralement de tous les droits formels, en droits et libertés réelles, de sorte que chacun ait accès à des fonctionnements ou réalisations de valeur. Cette remarque entraîne une redéfinition en profondeur des politiques publiques, notamment des politiques d'intégration sociale, dont la finalité ne se réduit pas à redistribuer les ressources, mais intègre l'amélioration des capacités des personnes. Un tel changement implique une extension considérable du domaine d'action publique qui n'englobe pas seulement les ressources, mais aussi les facteurs de conversion individuels, sociaux et environnementaux. En outre, l'accent mis sur la liberté réelle de chacun de choisir son mode de vie contribue également à délimiter strictement le champ de l'action publique qui ne doit pas empiéter sur la sphère de la liberté individuelle. De fait, la principale mission des politiques publiques consiste à développer les capacités de chacun, ce qui ne revient pas à imposer des comportements ou modes de vie spécifiques (qui nieraient la capacité de choix individuel), ni à se contenter de garantir des ressources (dont l'effet risquerait de n'être que formel). Agir extensivement sur les facteurs de conversion et ne pas empiéter sur la liberté de choix en prédéterminant le champ des possibles, telle est en définitive la voie que l'approche par les capacités propose aux

politiques publiques contemporaines². Dans un tel cadre, la pertinence des politiques de formation est évaluée à l'aune double de leur combinaison avec des actions sur les ressources et les facteurs de conversion sociaux et environnementaux d'une part, de leur respect de la liberté réelle des personnes (qui ne doivent pas être considérées comme de simples instruments au service d'objectifs macroéconomiques de croissance et de compétitivité) d'autre part.

Une conception exigeante de la liberté

À cette fin, deux dimensions de la liberté doivent être prises en compte : l'aspect processus et l'aspect opportunités. D'un côté, les individus concernés sont appelés à participer aussi activement que possible aux processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques. Une telle approche se situe à l'opposé de la conception de citoyens comme des bénéficiaires passifs des politiques publiques ; ainsi le prestataire des assurances sociales ou des services publics est-il aussi invité à devenir autant que possible l'acteur de ces processus. De l'autre côté, les politiques publiques, au même titre que tout processus de régulation sociale, se donnent pour objet d'augmenter les opportunités disponibles pour toutes les personnes concernées et notamment pour les plus défavorisées. Dans l'approche par les capacités, ces deux dimensions de la liberté sont étroitement corrélées : des processus impliquant la participation active de chacun (plus exactement la possibilité réelle d'une telle participation, tant il est vrai que la

² L'AC est souvent accusée à tort de privilégier des conceptions individualistes. L'insistance mise sur les facteurs de conversion montre au contraire que l'AC ne conçoit pas l'individu comme un être isolé, mais comme le membre d'une collectivité dont l'identité se construit au travers des relations avec les autres membres du groupe et avec les institutions. De la sorte, l'AC se distingue de la conception libérale qui insiste sur l'opposition individu-institution et en conclut la nécessité de démanteler le cadre institutionnel afin de laisser s'épanouir les libertés individuelles. Au contraire, l'AC met en lumière l'ambivalence fondamentale de la relation entre individu et institution en montrant à la fois ses dimensions contraignantes et capacitantes.

dimension processus de la liberté n'implique pas une conception « athlétique »³ de la délibération démocratique, dans laquelle chaque citoyen serait appelé à délibérer sans cesse) aboutissent à une extension du champ des possibles pour toutes les personnes concernées. De fait, l'approche par les capacités requiert de pouvoir choisir entre une pluralité de fonctionnements ou d'accomplissements de valeur, ce qui permet d'éviter autant que faire se peut l'écueil des préférences dites adaptatives où les individus ne choisissent pas librement, mais adaptent leurs préférences et leurs décisions aux normes sociales et possibilités socio-économiques en vigueur. L'exemple développé par Nussbaum (2000) de la femme battue en Inde qui ne se rebelle pas contre ce mauvais traitement fournit une illustration extrême de cette notion de préférence adaptative, mais le bénéficiaire de prestations publiques conditionnelles dans le cadre de l'État social actif est aussi contraint d'adapter ses préférences s'il veut préserver ses droits. Ces illustrations montrent que les deux dimensions de la liberté, processus et opportunités, ne peuvent pas être envisagées séparément : une liberté confinée aux processus qui ne déboucherait pas sur un élargissement des opportunités réelles resterait purement formelle, tandis que l'accent mis sur les seules opportunités aux dépens des processus peut coïncider avec des formes de paternalisme, voire de totalitarisme dans lesquelles l'intervention publique se limite au seul soutien du bien-être matériel des personnes sans chercher à améliorer leur capacité d'agir, voire en cherchant à annihiler cette capacité d'agir, envisagée comme une menace potentielle pour l'ordre social. Des individus auxquels le bien-être matériel serait ainsi garanti au mépris de leur capacité d'action ne peuvent pas être considérés comme réellement libres. La justice sociale (opportunités) ne peut aller sans la participation démocratique (processus) dans l'approche par les capacités.

Dans notre esprit, la liberté processuelle implique la présence de trois alternatives pour chaque personne concernée : elle peut choisir d'être loyale vis-à-vis des prescriptions édictées collectivement (*loyalty*), mais elle doit aussi être en mesure de contester ces exigences (*voice*) ou encore, le cas échéant, d'opter

pour la voie de la défection à un coût supportable pour elle (*exit*). La garantie effective de ces trois alternatives (Hirschman, 1970) se présente comme la condition *sine qua non* de la liberté réelle de choix : si un travailleur n'a pas voix au chapitre dans la manière de gérer les conditions et les rythmes de travail, les salaires, etc., au sein de son entreprise, et qu'il ne peut bénéficier d'une option de sortie à un coût supportable (notamment sous la forme d'une prestation d'assurance-chômage d'un niveau permettant d'assurer une vie décente), il se retrouve pour ainsi dire contraint à la loyauté, laquelle peut dès lors être interprétée en termes de préférences adaptatives. Dans le même sens, un chômeur qui est contraint d'accepter un programme de formation, sous peine de perdre son droit aux prestations, ne dispose pas de réelles options de sortie ou de contestation. Dans le cas contraire où la présence de ces deux alternatives (*exit* et *voice*) est garantie, sa loyauté ou son adhésion à l'égard du programme proposé peut être interprétée comme le résultat d'un choix librement effectué. La dimension processuelle de la liberté requiert donc la possibilité de choisir entre des alternatives de valeur comparable. Dans cette perspective, une personne qui a le choix entre un emploi ou un programme de formation de mauvaise qualité et la suspension de son droit aux prestations sociales ne bénéficie pas de la liberté processuelle nécessaire à l'amélioration de ses capacités.

Dans un tel cadre, le choix de la base informationnelle de jugement, c'est-à-dire de la référence à l'aune de laquelle on définit le fonctionnement ou l'accomplissement de valeur (en d'autres termes, les critères suivant lesquels un comportement individuel est jugé comme valide ou légitime), ne doit pas être la prérogative exclusive d'un corps d'experts, du gouvernement, de la haute fonction publique ou de quelque autorité que ce soit. La dimension processus de la liberté requiert, pour chacune des personnes concernées, la possibilité effective (et pas seulement symbolique) de participer à ce processus de définition des normes et valeurs sociales. De fait, aucune base informationnelle ne peut être jugée meilleure de manière absolue ; il existe plusieurs ordres de grandeur possibles suivant lesquels on peut accorder de la valeur ou non à des fonctionnements ou accomplissements donnés. L'économie des conventions (Boltanski, Thévenot, 1991) montre de manière

³ Pour reprendre un adjectif employé par Cohen (1993) dans une critique de l'approche de Sen.

convaincante cette pluralité des ordres légitimes d'évaluation et l'impossibilité de démontrer la supériorité absolue de l'un sur les autres. Il importe donc de contextualiser et de situer les décisions évaluatives. Ce n'est pas dans les bureaux d'une administration publique que peuvent se décider souverainement ces questions de définition des fonctionnements ou accomplissements de valeur. Le processus d'évaluation, au cours duquel les biens et les personnes sont qualifiés (c'est-à-dire se voient attribuer une valeur), doit donc être confié autant que possible aux acteurs directement concernés si l'on souhaite prendre au sérieux la dimension processuelle de la liberté (cf. Bonvin, 2005). Cette conclusion vaut aussi pour la question de la formation : la valeur d'une formation ne peut se déterminer que de manière située ou contextualisée.

Telle que nous venons de la présenter, l'approche par les capacités pourrait apparaître comme une conception utopique magnifiant la liberté des individus au mépris des contraintes associées aux conditions réelles d'existence. Il nous semble au contraire que cette approche est fondamentalement pragmatique. Elle reconnaît sans ambiguïté que toute vie en société comporte nécessairement des restrictions et limitations de la liberté individuelle. L'approche par les capacités ne vise pas à dénoncer l'existence de ces contraintes (tâche à la fois facile et peu féconde), mais à évaluer dans quelle mesure les réformes en direction de l'État social actif augmentent (ou diminuent) le degré de contrainte imposé aux individus et permettent (ou entravent) une répartition plus équitable des limitations et restrictions imposées par toute vie en société. Envisagée ainsi, l'approche par les capacités constitue un outil analytique tout à fait pertinent.

Ainsi, le cadre théorique proposé ici réinterprète l'approche par les capacités d'Amartya Sen à la lumière de la distinction *exit/voice/loyalty* de Hirschman et de l'approche pluraliste de l'économie des conventions. L'accent est mis sur la dimension constructiviste et procédurale des politiques publiques, sans négliger cependant les enjeux plus substantiels qu'elles comportent en termes d'élargissement des opportunités mises à disposition des individus. La définition en situation des fonctionnements de valeur débouche alors sur une action publique visant à garantir l'accès réel et universel à ces fonctionnements au moyen de ressources et de facteurs de conversion adéquats.

Avant d'aborder la difficile question de son opérationnalisation, examinons brièvement en quoi cette approche se distingue des conceptions standards de l'employabilité. Nombreux sont les critiques qui dénoncent les politiques de développement de l'employabilité en raison de leur vision de l'individu comme détenteur de capitaux qu'il est invité à faire fructifier (cf. l'individualisme patrimonial de Gauthier, 2003⁴). Cet objectif d'employabilité peut cependant se décliner de diverses manières dont, à la suite de Gazier (1999), nous évoquons ici les deux versions dominantes dans le contexte contemporain.

Dans le cadre de *l'employabilité d'initiative*, l'individu est appelé à prendre en charge son employabilité, à devenir l'entrepreneur de lui-même afin d'améliorer son attractivité aux yeux d'employeurs potentiels. Suivant cette rhétorique qui recourt fréquemment au concept de capital humain, la formation est considérée comme un investissement dont on peut attendre un retour contribuant à la fois à accroître le bien-être individuel et la productivité de l'économie. Dans une telle vision, les opportunités qu'il est question de développer sont subordonnées à l'objectif de productivité économique. Ce modèle d'employabilité met ainsi l'accent sur la réinsertion rapide des chômeurs en invoquant l'argument selon lequel un mauvais emploi vaut mieux que pas d'emploi du tout. L'objectif majeur consiste à accroître le taux d'emploi en développant les compétences des inactifs pour les adapter aux besoins des entreprises. Les effets concrets de telles politiques sont contrastés suivant les ressources dont disposent au préalable les individus qui en sont l'objet. Ainsi, les mieux équipés sont en position de négocier le suivi d'une formation qui leur permette d'accroître réellement leurs opportunités sur le long terme, tandis que les moins dotés risquent fort de devoir se contenter d'un cours portant sur les techniques de recherche d'emploi (rédaction du CV, présentation de soi, etc.). Dans ce premier modèle d'employabilité, l'action publique d'égalisation des opportunités passe par la responsabilisation des individus appelés à prendre eux-mêmes en charge cette tâche d'adaptation de leurs compétences aux attentes des employeurs. De la sorte, les politiques d'intégration sociale s'inscrivent dans un rapport de subordination

⁴ Vision à laquelle Gauthier oppose justement un « *individualisme citoyen* » inspiré de Sen et de la pensée solidariste.

au marché et l'égalité des opportunités ou des chances est conçue par rapport à cet étalon marchand.

Une autre version des politiques de l'employabilité met l'accent sur la responsabilité sociale dans ce domaine. Dans ce nouveau cadre, les démarches de formation et de qualification relèvent d'une responsabilité conjointe des individus et des institutions. Cette approche insiste aussi sur le développement des compétences individuelles, mais à la différence de la précédente, elle élargit son champ d'action pour prendre en compte les facteurs de conversion institutionnels. Cette conception de *l'employabilité interactive* se situe notamment au cœur des propositions avancées par Gazier et les autres tenants des marchés transitionnels du travail. Dans cette seconde version, l'individu n'est plus le seul responsable de son employabilité. Cependant, l'action conjointe des institutions et des personnes reste subordonnée à une vision marchande du travail humain dans la mesure où l'intervention vise à améliorer l'attractivité des demandeurs d'emploi sur le marché du travail. De la sorte, l'augmentation des compétences risque fort d'être instrumentalisée au service d'objectifs extérieurs imposés aux individus.

La Stratégie européenne de l'emploi oscille entre ces deux versions de l'employabilité en sollicitant alternativement et successivement l'initiative des personnes et la responsabilité sociale dans la mise en place de mesures d'activation et de qualification. On retrouve ici des analyses proches de celles développées par Layard et Nickell (Layard *et al.*, 1991), suivant lesquelles le meilleur moyen de promouvoir le dynamisme et la capacité d'intégration du marché du travail consiste à disposer de demandeurs d'emploi qualifiés et compétitifs qui vont inciter en retour les travailleurs à faire preuve de plus de dynamisme. Cette insistance sur la formation et la qualification est conforme à la volonté affichée dans la Stratégie de Lisbonne (2000) de faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde.

En dépit de leurs divergences, ces deux versions de l'employabilité ne passent pas le test de l'approche par les capacités. De fait, l'employabilité d'initiative ne met l'accent que sur les facteurs de conversion individuels, au mépris des deux autres types de

facteurs de conversion et de la dimension processuelle de la liberté. De son côté, l'employabilité interactive remplit mieux les conditions de la mise en capacité (*empowerment*) réelle des bénéficiaires des programmes de formation dans la mesure où elle prend en compte tous les facteurs de conversion, mais elle s'avère tout aussi peu soucieuse de l'aspect processus mis en avant dans l'approche par les capacités. De fait, cette version de l'employabilité reste ancrée dans une vision de l'individu et de la formation qu'il convient de lui dispenser, qui est déterminée par les besoins du marché du travail. Le fait que la société assume conjointement avec l'individu une responsabilité dans la réalisation de cet objectif n'entame en rien l'ambition de marchandiser l'individu, c'est-à-dire d'en faire une marchandise aussi attractive que possible aux yeux des employeurs potentiels, qui se trouve au cœur des deux modèles d'employabilité.

L'approche par les capacités définit ainsi une conception alternative de la question de l'accès à l'emploi. Il s'agit maintenant d'examiner dans quelle mesure et comment cette approche originale sur le plan normatif peut être mobilisée dans le cadre d'études empiriques.

■ CAPABILITÉS ET ACCÈS À L'EMPLOI

Dans cette partie, nous posons la question de l'opérationnalisation de l'approche par les capacités. Les problèmes méthodologiques pour rendre opératoire le cadre théorique de Sen sont pointés dans un premier temps. Nous étudions ensuite quelques pistes possibles pour l'analyse empirique de l'accès à l'emploi et des politiques d'insertion.

■ Le défi de l'opérationnalisation

Au regard de la précédente discussion théorique, le problème de l'opérationnalisation de l'approche de Sen, c'est-à-dire ses possibilités d'application théoriques et empiriques à des réalités socio-économiques, apparaît évidemment récurrent. Une série d'auteurs se sont mesurés au défi de l'opérationnalisation, avec des résultats divers (*cf.* les *surveys* de Robeyns, 2000, 2005 ; Saith, 2001 ; Comim, 2001 ; Farvaque, 2003).

Comme l'indique Atkinson (1999) dans un article de revue rédigé après que Sen ait obtenu, en 1998, le prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel, il y a plus d'une façon pour une idée (comme celle selon laquelle il convient d'évaluer les personnes du point de vue de leur « capacité ») d'être effective ou « opérationnelle » : le fait d'amener les personnes à penser différemment certaines questions économiques et sociales constitue déjà une forme d'opérationnalisation puissante⁵.

On ne peut cependant échapper à la question de l'opérationnalisation quantitative de cette théorie. De nombreux commentateurs ont critiqué l'absence d'un outillage empirique précis chez l'auteur, propre à mesurer le concept-phare de capacité, dont on perçoit immédiatement une sorte d'aspect statistiquement impénétrable. Le fait est, de plus, que Sen n'a pas dit ni fait grand-chose en la matière, à l'exception de quelques applications et réponses éparpillées et déclaratives aux critiques qui lui ont été adressées. Ces dernières se sont essentiellement focalisées sur un usage, centré sur la recherche – « donquichottesque » (*quixotic*), comme le dit Alkire⁶ – et jamais expressément demandée par Sen d'ailleurs, d'un outil de mesure parfait de la liberté réelle des personnes.

En dépit de cette difficulté, la présente section vise à poser quelques bases de réflexion et des pistes de recherche méthodologiques en vue de confronter empiriquement l'approche à des données concernant l'emploi, la formation, l'insertion, l'employabilité individuelle, etc.

La difficulté principale est celle de la constitution de données renseignant sur la capacité d'une personne ou d'un ensemble de personnes ou, plus modestement, celle du passage des données disponibles à l'interprétation en termes de « capacités » ou

« fonctionnements ». L'idéal serait l'élaboration d'un indicateur parfait de liberté de choix, prenant en compte l'ensemble des alternatives possibles, celles réellement atteignables, les coûts supportés par tel ou tel choix, les compétences requises pour prendre la décision, etc. Il est plus honnête d'avouer immédiatement que la mise au point d'un tel indicateur unique tient de la gageure. Le « compromis pratique » que propose Sen est de partir des données existantes, de retenir celles qui renseignent sur les opportunités de choix et les contraintes des personnes, et de les interpréter selon la grille analytique de l'AC. Le caractère opératoire de l'approche par les capacités peut, dans cette perspective, être interrogé, en particulier dans le domaine de l'insertion ou de l'accès à l'emploi (Farvaque, 2005).

Cette solution pragmatique consiste à évaluer les capacités de quelqu'un *via* certains fonctionnements (méthode dite des fonctionnements « affinis »). L'idée centrale est qu'à travers les réalisations d'un individu, le chercheur peut obtenir une information pertinente sur son espace des possibles et sur les privations vécues en termes de liberté de choix. Dès lors, la perspective théorique et critique élaborée au début de ce texte peut s'appuyer sur des éléments empiriques. Nous pensons que parmi ces éléments, on doit accorder une grande place aux données qualitatives.

D'un point de vue pratique, et non idéal, il s'agit de faire usage de données secondaires ou de construire une base de données primaires, qualitatives ou quantitatives, pouvant renseigner sur les réalisations individuelles et les possibilités de choix. La démarche est donc d'inclure dans la description de certains fonctionnements une information sur les possibilités de choix et l'espace de liberté des personnes. Parmi les diverses réalisations qu'accomplissent les personnes, certaines sont en effet qualifiées ou décrites de telle façon qu'elles offrent à l'évaluateur une connaissance sur leurs possibilités de choix. Par exemple, il est possible d'étudier le parcours professionnel d'un individu en fonction du caractère choisi ou subi des transitions (en posant directement la question, lors d'enquêtes ou d'entretiens). Dans ce cadre, la recherche peut également conduire à prendre pleinement en considération les attentes et la subjectivité des personnes (par exemple, sur ce qu'elles entendent

⁵ "In seeking to answer this question [celle de l'opérationnalité], it is important to bear in mind that there is more than one way in which an idea of this kind can be operationally effective. In particular, the application of the idea may be powerful in theoretical terms, without necessarily leading to a quantitative measure. A concept is effective if it causes people to think in a different way, and this applies to analytical models as well as to quantification". (Atkinson, 1999, pp. 185-6).

⁶ "What is needed is not a quixotic search for the perfect measure, but rather an endeavour to grasp clearly the insights alternative measures – and indeed other categories of information – can bring to bear on freedom, and the oversights such measures contain" (Alkire, 2005, p. 4).

par accéder à un emploi de qualité), en confrontant ces résultats à des données factuelles. Cependant, la démarche impose d'être réaliste et prudent : *« il ne faut pas confondre ce qui devient acceptable en raison de difficultés pratiques à disposer des données et ce qui serait la démarche correcte si l'on n'avait pas été ainsi limité dans son information. »* (Sen, 2000, p. 82) Le risque est bien celui d'une réinterprétation quelque peu rhétorique de faits sociaux et économiques connus par ailleurs. Ce danger existe. De tels abus sont facilement évitables si l'on n'utilise pas l'AC de façon uniquement rhétorique, mais bien de la façon analytique exposée plus haut ; c'est-à-dire comme grille d'analyse des libertés de choix et des espaces de possibles des personnes, ce qui implique d'étudier les possibilités effectives de *convertir* tel droit accordé, telle ressource distribuée ou tel moyen mis en œuvre en une liberté supplémentaire. Parler du droit à l'éducation ou à la formation comme une exigence pour les capacités des personnes est certainement une tournure syntaxique parmi d'autres (on pourrait remplacer « capacités » par « droits fondamentaux », « besoins de base », etc.) ; évaluer comment des ressources éducatives supplémentaires pour un pays en développement sont converties, ou non, en libertés plus grandes pour les enfants et leurs parents, ou bien encore étudier comment la mise en œuvre du droit à la formation continue pour les salariés, ou du droit à une aide monétaire temporaire pour les jeunes en insertion sont converties, ou non, en libertés plus grandes, constitue la réelle alternative analytique soutenue par l'AC. Tel est le défi de l'opérationnalisation de l'approche par les capacités pour les questions relatives à la formation et à l'emploi. Cette perspective théorique offre selon nous un cadrage pertinent pour penser les situations et trajectoires individuelles en relation avec l'action effective des institutions (entreprises, droits, ressources publiques, etc.).

Prenons l'exemple du travail dans des métiers difficiles comme l'aide à domicile, pour montrer l'intérêt et le caractère réalisable de cette perspective d'étude, dans le contexte actuel de réflexion sur la précarisation du marché du travail ou sur la condamnation de certains salariés à rester dans le segment inférieur : des données empiriques existent (sur les statuts, les conditions d'emploi, les salaires, etc.) ; d'autres

peuvent être fournies (données secondaires) ou élaborées (données primaires d'enquêtes opérationnalisant l'approche des capacités selon le schéma présenté jusqu'ici) en complément. Les salariés du secteur de l'aide à domicile – à vrai dire, les salariées – ont-elles accédé à ce métier par un véritable choix, ou par absence de perspective ? Pour les salariées qui sortent du secteur pour aller vers d'autres horizons (autre métier, ou inactivité), s'agit-il d'un choix authentique permis par une réelle liberté de choix (d'*exit*) ? Comme le dit Sen (1996, p. 110), il est important de considérer les options que l'on n'a pas choisies, mais que l'on pouvait tout à fait choisir, ou encore celles qu'il était tout à fait impossible d'élire. C'est sur cette problématique qu'une méthodologie inspirée du cadre analytique de l'AC doit et peut se construire⁷.

Dans quelle mesure et selon quelles méthodologies l'outillage de l'approche par les capacités peut-il être rendu opératoire et servir de perspective empirique alternative aux approches centrées sur l'employabilité et la responsabilité individuelle ?

■ Quelques perspectives empiriques

Cette grille d'analyse offre un regard novateur sur l'action publique en matière d'emploi et de politiques sociales. De quelle liberté réelle disposent les demandeurs d'emploi pour obtenir un travail qui convient à leurs attentes ? Il est à craindre que l'on ne puisse répondre de façon quantitative et non controversée à cette question. Mais on peut évaluer la situation des demandeurs d'emploi de ce point de vue, sans forcément tomber dans le fétichisme de la mesure. On peut ainsi se demander si les programmes dits d'activation, parmi eux les programmes de *workfare*, augmentent réellement la liberté d'obtenir un emploi, ou bien au contraire s'ils ne réduisent pas la liberté réelle des personnes en les contraignant, dans certains cas, à accepter l'emploi proposé par l'institution de placement, en observant les interactions effectives dans le cadre des agences pour l'emploi

⁷ Dans le cadre du projet de recherche Eurocap, cette démarche empirique a été employée pour étudier la situation des salariés en entreprise, dans différents secteurs, ainsi que les politiques locales d'aide au retour à l'emploi du point de vue des bénéficiaires et des agents chargés de mettre en œuvre les dispositifs (pour le premier, voir dans ce numéro Corteel et Zimmerman ; pour la seconde perspective, voir Bonvin et Moachon, 2005 ; Oriane, 2005).

(Bonvin et Farvaque, 2005, et les références dans la dernière note de bas de page). Il s'agit de centrer le protocole d'enquête sur cette question précise. Voilà bien une démarche empirique originale et à fort potentiel critique de l'évolution individualisante des politiques d'emploi et sociales.

Ainsi, l'aspect *processus* de la liberté, c'est-à-dire la possibilité effective de chacun de participer aux processus publics le concernant, tel que présenté plus haut, peut-il donner lieu à des observations de nature qualitative centrées sur les méthodes d'évaluation utilisées par les dépositaires de l'action publique, aux différents niveaux de sa chaîne de mise en œuvre ? Dans la mesure où les politiques d'emploi agissent à un niveau décentralisé, quel est l'impact effectif des dispositifs d'évaluation mis en œuvre à un niveau local ?

De même, l'aspect *opportunités* de la liberté – la façon dont les opportunités individuelles évoluent en fonction de l'intervention d'une institution par exemple – peut être traité en recourant à des méthodes d'entretien qui permettent aux agents de retracer leur histoire de vie en insistant sur les ruptures, les moments de choix entre des options, sur les impossibilités ressenties, etc. L'évocation, par les bénéficiaires eux-mêmes, de leur parcours professionnel ou d'insertion, ou encore l'utilisation de telles méthodes pour analyser le vécu de salariés en entreprise peuvent en effet permettre de repérer des moments de choix, plus ou moins contraints, entre des options permises par des ressources individuelles ou par des interventions extérieures. Insister lors des entretiens sur ces moments de choix, sur la représentation par les acteurs de la marge de liberté qu'ils évaluent rétrospectivement à un moment *t*, surtout sur les options jugées comme inaccessibles, fournit un matériau pertinent pour analyser les trajectoires individuelles du point de vue de la liberté de choix et d'action, ou peut-être et avant tout du point de vue du manque de liberté. Comme on l'a dit plus haut, il ne s'agit pas de réduire le parcours individuel à une conception individualiste de l'intégration dans l'emploi et la société, bien au contraire. Une méthodologie qualitative qui questionne les différents aspects de la liberté (aspect opportunités et aspect processus) cherche justement à repérer la place des institutions (possibilités d'accès à une formation,

valeur économique des diplômes, évaluations opérées par les agents du service public de l'emploi, etc.) dans ces trajectoires. Une méthodologie qualitative peut ainsi développer une grille d'analyse (grille d'observation ethnographique, grille d'entretien) recourant aux notions développées précédemment : capacité, fonctionnement et facteurs de conversion.

Les méthodes quantitatives ne sont pas à exclure pour obtenir une image de cet aspect « opportunités » de la liberté, mais posent un grand nombre de problèmes. On plaidera ici pour un croisement avec des analyses qualitatives, qui nous paraissent incontournables.

Comment évaluer les libertés et les options individuelles ? Le chercheur est confronté à l'insurmontable impossibilité de toucher quantitativement l'ensemble des possibles. La littérature sur l'approche par les capacités tente bien, théoriquement, de recourir à des modélisations complexes, inspirées par le dynamique courant « *freedom of choice* » en économie normative, pour aborder cette question (cf. par exemple Gaertner et Xu, 2005). Mais elle ne débouche pas sur des méthodologies applicables, bien que les résultats aient une portée intéressante pour aborder la question de la liberté et du choix en micro-économie et dans une perspective d'évaluation du bien-être individuel. D'autres tentatives explorent les possibilités ouvertes par des outils économétriques et statistiques rigoureux, dans l'étude des situations individuelles (cf. par exemple Lelli, 2001 ; Krishnasumar, 2004) ou encore dans une perspective macroéconomique de mesure de la pauvreté ou du développement humain (cf., entre autres, Balamoune-Lutz, 2004 ; Bérenger et Verdier-Chouchane, 2004).

Toutefois, le recours à des outils classiques (analyse statistique sur données secondaires de panel, élaboration de questionnaires) montre des voies de recherche à poursuivre. La lecture des travaux liés à l'AC et consacrés au thème de l'emploi et de l'insertion montre qu'il est bien plus facile d'évaluer les privations en termes de liberté que les libertés elles-mêmes. Des études empiriques, essentiellement sur données micro-économiques de panel, ont montré que la plupart des chômeurs ou bénéficiaires de l'aide publique ne sont pas forcément

pauvres en termes de revenus, mais peuvent l'être en termes de capacités ou de libertés réelles, dans le sens d'absence d'opportunités alternatives (Schokkaert et Van Ootegem, 1990 ; Le Clainche, 1994 ; Balestrino, 1996 ; Burchardt 2002). La pauvreté des jeunes en insertion, en France, est également représentée d'une toute autre manière si l'on compare des indicateurs de pauvreté monétaire, de fonctionnements de base ou approchant la liberté de choix, dans les sphères privée et professionnelle (Vero, 2002). Des questionnaires plus récents envisagent de demander directement aux personnes d'évaluer (par une note) la marge de liberté dont elles pensent disposer en matière d'emploi (Anand et Van Hees, 2006). Un rapprochement avec le courant *Economics of happiness* semble très certainement une voie prometteuse de recherche future (cf. Comim, 2005) ; en particulier en ce qui concerne l'appréciation de la qualité de l'emploi et du travail, comme on l'a dit plus haut, et pour autant que les données subjectives soient analysées en prenant garde aux risques déjà évoqués d'adaptation des préférences ou d'accoutumance à son état. C'est parce qu'elle demande d'objectiver ou de contextualiser ces préférences (c'est-à-dire de les rapporter à la base concrète, factuelle que constitue l'ensemble « capacités » d'une personne, son ensemble réel de choix et d'actions possibles), que l'AC est à rapprocher de ces études empiriques subjectives (cf. Bonvin et Farvaque, 2005).

Pour synthétiser, dans les quelques travaux recourant à l'AC pour traiter de la question de l'emploi ou du chômage, l'aspect opportunités de la liberté a plus particulièrement été mis en avant, essentiellement d'un point de vue négatif, *i.e.* en termes de contraintes pesant sur les possibilités de choix des personnes au regard de leur insertion socioprofessionnelle (par exemple, formation inadaptée, situation du marché local du travail, discriminations ethniques ou sexuelles, contraintes posées par les dispositifs d'activation visant justement à restreindre l'espace de choix possibles, etc.). Le cadre général de l'approche par les capacités permet peut-être de mieux représenter les *contraintes*, *privations* ou *pénalités* rencontrées par les personnes par rapport à l'emploi, plutôt que leurs *libertés* ou *espace de choix réel* – pour reprendre des termes anglais, leurs « *unfreedoms* » et « *uncapability* » plus que leurs « *freedoms* » et « *capability* ».

Nous avons donc cité plusieurs méthodologies possibles. La définition de trajectoires-types est une autre façon de mettre en avant l'hétérogénéité inter-individuelle. La mise en évidence d'une pluralité de formes individuelles d'insertion apporte au final, et de façon beaucoup plus nuancée que les informations basées sur des indicateurs statiques et des moyennes, des supports cognitifs mobilisables pour l'action publique (Bédoué et Dauty, 1997). Le parcours d'insertion fournit à lui seul des informations importantes que l'on peut retraduire en termes d'opportunités, de contraintes ou de privations. Certaines trajectoires favorisent l'accès à l'emploi stable, à l'autonomie résidentielle et à d'autres formes de fonctionnements (loisirs, mobilité, etc.). D'autres trajectoires débouchent plus souvent sur des privations importantes et cumulatives. Pour reprendre Fleurbaey (2004), de telles informations (sur les trajectoires et les fonctionnements associés), pourtant non contrefactuelles (c'est-à-dire ne nécessitant pas un utopique dénombrement de toutes les options alternatives à la portée de quelqu'un) peuvent nous renseigner sur les différentiels d'opportunités des personnes, et indiquer des terrains d'action pour les politiques publiques.

Enfin, une possibilité quantitative complémentaire consiste à analyser des événements particuliers, interrogeant l'espace de choix, portant sur l'enchaînement de transitions choisies ou non. Le fait d'avoir pu refuser un emploi durant son parcours d'insertion, par exemple, est un événement intéressant pour tenter de cerner la capacité relative à l'emploi d'une personne. Le refus d'une offre concrète peut donner à voir l'exercice en acte d'une liberté de choix (dans le sens d'une réelle prise de décision d'*exit* (de sortie), pour reprendre les catégories d'Hirschman dont on a montré les affinités possibles avec le cadre de l'AC).

Mais cela pose de nombreux problèmes à l'analyse⁸. Le caractère rationnel des choix de refus d'une offre d'emploi peut en effet être interrogé, et rien ne

⁸ L'analyse de cet événement « avoir pu refuser une offre d'emploi » est étudiée dans Farvaque et Oliveau (2004) et Farvaque (2005, ch. 6). L'analyse statistique montre que les jeunes en parcours d'insertion durable dans l'emploi, comme ceux en parcours très critique, marqués par de forts épisodes de chômage, ont une forte probabilité d'avoir pu refuser une offre concrète durant le parcours.

permet de dire que deux individus qui auraient refusé une offre l'ont fait car ils possédaient de meilleures alternatives (c'est pourtant ce qu'avancerait comme raisonnement la théorie du comportement de recherche d'emploi – *job search*). La seule information « avoir refusé une offre d'emploi » souffre de ne pas être complétée par d'autres informations sur les préférences et motivations individuelles, sur l'autonomie, etc. C'est là une des limites informationnelles de l'utilisation de données secondaires, qui peut justifier des travaux complémentaires – sociologiques, ethnographiques, voire psychologiques – sur la possibilité de faire des choix authentiques. L'étude de ce seul événement serait surtout un avatar. Ce n'est en effet pas « pouvoir refuser une offre » qui compte, mais bien la dimension « pouvoir accéder à un emploi de qualité », ce qui ramène au problème de départ... Il faudrait également en savoir plus sur la qualité objective des offres refusées (la qualification de l'emploi, le niveau de salaire, etc.), ce qui pose la question de l'élaboration empirique de bases de données plus riches mais plus complexes. Cela justifie en tout cas d'autres travaux économiques.

* *

*

Le cadre théorique de l'approche par les capacités permet d'introduire une réflexion sur les contraintes qui pèsent sur les personnes et sur les opportunités dont elles disposent, qui va au-delà des réflexions traditionnelles sur la recherche d'emploi et sur la responsabilité individuelle que la rhétorique de l'employabilité privilégie. L'approche a l'avantage d'offrir un cadre conceptuel riche pour analyser les processus d'individualisation actuellement centraux dans les politiques sociales et d'emploi. Dans un contexte où la responsabilité individuelle est fortement mise en avant et où les termes mêmes utilisés

dans le processus d'action publique – employabilité, adaptabilité, etc. – insistent sur les potentialités individuelles, l'AC, telle que développée ici, peut offrir les outils d'une réflexion critique et distanciée. L'individualisation des politiques et l'injonction de responsabilité ne valent que pour autant que les individus peuvent obtenir des réalisations de valeur réellement accessibles, qui augmentent leur état de bien-être. Cela implique que les facteurs de conversion, permettant de convertir la possession de ressources matérielles et de droits formels en liberté réelle de choix et d'action soient effectivement présents, point essentiel sur lequel nous avons insisté au début de cette réflexion. Du point de vue de l'analyse des politiques contemporaines en matière sociale et d'insertion, l'AC ne manque pas d'atouts pour pointer le rétrécissement des options disponibles comme stratégie d'action publique (comme c'est le cas dans les dispositifs d'activation) justifiée dans l'intérêt des bénéficiaires eux-mêmes. Du point de vue de la méthode, la seconde partie a développé les méthodologies de recherche possibles, en insistant sur une nécessaire complémentarité entre démarches qualitative et quantitative. L'AC souffre certainement de lacunes d'un point de vue méthodologique. La difficulté évidente de mesurer la liberté réelle de quelqu'un est le défi central si l'on s'en tient à une démarche purement quantitative. Nous avons essayé de montrer que des terrains de recherche et des protocoles d'enquête pouvaient se baser sur l'outillage conceptuel de l'AC, pour autant que l'on s'écarte du fétichisme de la mesure, remarque qui n'exclut surtout pas le recours à des analyses quantitatives rigoureuses. Notre perspective ne consiste donc pas à écarter les autres analyses économiques ou sociologiques et à ériger l'AC en dogme incontestable, mais à entrer en synergie avec les approches existantes et à s'efforcer de les combiner en vue d'une approche intégrée du développement humain. ■

Bibliographie

- Alkire S. (2005), "Measuring the freedom aspects of capabilities", The American Economic Association Meetings: Session on Capability Approach and Welfare Measurement, January.
- Anand P., M. Van Hees (2006), "Capabilities and Achievements: A Logit Model and Survey Evidence", *Journal of Socio-Economics*, vol. 35, pp. 268-284.
- Atkinson A. (1999), "The contributions of Amartya Sen to welfare economics", *Scandinavian Journal of Economics*, 101(2), pp. 173-190.
- Balestrino A. (1996), "A note on functioning-poverty in affluent societies", *Notizie di Politeia*, 12 (43-44), pp. 97-106.
- Bali moune-Lutz M. (2004), "On the Measurement of Human Well-Being. Fuzzy Set Theory and Sen's Capability Approach", *WIDER Research Paper* n° 2004/16, February.
- Bédoué C. et F. Dauty (1997), « Trajectoires professionnelles types : mieux comprendre l'insertion pour agir sur les politiques de formation », *Actes des Journées d'études Céreq-Lasmas-LES « Les politiques de l'emploi »*, document Céreq 128, août, pp. 149-161.
- Bérenger V. et A. Verdier-Chouchane (2004), « Évolution du niveau et de la qualité de vie dans la zone euro-méditerranéenne : une analyse multidimensionnelle de la pauvreté », *Économie Appliquée*, tome LVII, N° 4, décembre, pp. 5-41.
- Boltanski L., Thévenot L. (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- Bonvin J.-M. (2005), « La démocratie dans l'approche d'Amartya Sen », *L'économie politique*, n° 27, juillet, pp. 24-37.
- Bonvin J.-M. et Farvaque N. (2005), "What Informational Basis for Assessing Job-Seekers?: Capabilities vs. Preferences", *Review of Social Economy*, vol. 63, n° 2, June, 269-289.
- Bonvin J.-M. et Moachon E. (2005), « L'activation et son potentiel de subversion de l'État social », in Vielle P., Cassiers I. et Pochet P. (Eds.), *L'État social actif*, Bruxelles, PIE Lang.
- Burchardt T. (2002), "Constraint and opportunity: women's employment in Britain", conférence *Promoting Women's Capabilities: examining Nussbaum's Capabilities Approach*, Von Hügel Institute, St Edmund's College, Cambridge University, 9-10 September.
- Cohen G. A. (1993), "Equality of What? On welfare, goods and capabilities", in Nussbaum M. et Sen A. K. (Eds.), *The Quality of Life*, Oxford : Clarendon Press, pp. 9-29.
- Comim F. (2001), "Operationalizing Sen's Capability Approach", paper prepared for the conference *Justice and Poverty : Examining Sen's Capability Approach*, Cambridge, 5-7 June.
- Comim F. (2005), "Capabilities and happiness: potential synergies", *Review of Social Economy*, 63(2), pp. 161-176.
- Farvaque N. (2003), « Les tentatives d'opérationnalisation de l'approche par les capacités et la place de l'évaluateur », *document de travail IDHE*, série « RIC », n° 03.07, École Normale Supérieure de Cachan.
- Farvaque N. (2005), *Action publique et approche par les capacités : une analyse des dispositifs et trajectoires d'insertion*, thèse de sciences économiques, université de Marne-la-Vallée.
- Farvaque N. et Oliveau J.-B. (2004), « L'insertion des jeunes peu diplômés dans l'emploi : opportunités de choix et contraintes. L'approche par les capacités d'Amartya Sen comme grille de lecture des trajectoires d'insertion », *document de travail IDHE*, série « RIC », n° 04.11, École Normale Supérieure de Cachan.

Fleurbaey M. (2004), "Equality of Functionings", *mimeo*.

Gaertner W. et Xu Y. (2005), *Alternative Proposals to Measure the Standard of Living when its Development Over Time Is Uncertain*, Conférence annuelle de l'American Economic Association, Philadelphie.

Gautié J. (2003), « Quelle troisième voie ? Repenser l'articulation entre marché du travail et protection sociale », *Document de travail du CEE*, n° 30, septembre.

Gazier B. (Éd.) (1999), *Employability: Concepts and Policies*, Report 1998, European Employment Observatory Research Network, European Commission.

Hirschman Albert O. (1970), *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge Mass: Harvard University Press.

Krishnakumar J. (2004), "Going Beyond Functionings to Capabilities: An Econometric Model to Explain and Estimate Capabilities", *Working Paper no. 2004-12*, Cahiers du département d'économétrie, Faculté des sciences économiques et sociales, université de Genève.

Kuklys W. (2005), *Amartya Sen's Capability Approach: Theoretical Insights and Empirical Applications*, Berlin : Springer Verlag, coll. "Studies in Choice and Welfare".

Layard et al. (1991), *Unemployment, Macroeconomic Performance and the Labour Market*, Oxford University Press, Oxford.

Le Clainche C. (1994), « Niveau de vie et revenu minimum : une opérationnalisation du concept de Sen sur données françaises », *Cahier de Recherche CRE-DOC*, avril, n° 57.

Lelli S. (2001), "Factor Analysis vs. Fuzzy Sets Theory: Assessing the Influence of Different Techniques on

Sen's Functioning Approach", Centre for Economic Studies, Katholieke Universiteit Leuven, *Discussion Paper* 01.21.

Nussbaum M. (2000), *Women and Human Development. The Capabilities Approach*, Cambridge : Cambridge University Press.

Orianne J.-F. (2005), « L'État social actif en action. Troubles de l'employabilité et traitement clinique du chômage », in Vielle P., Cassiers I. et Pochet P. (Eds), *L'État social actif*, Bruxelles : PIE Lang.

Robeyns I. (2000), "An unworkable idea or a promising alternative? Sen's capability approach re-examined", *mimeo*, Wolfson College, Université de Cambridge.

Robeyns I. (2005), "The capability approach: A theoretical survey", *Journal of Human Development*, 6 (1), pp. 93-114.

Saith R. (2001), "Capabilities: the Concept and its Operationalisation", WP n° 66, *Queen Elizabeth House Working Paper Series*, Université d'Oxford.

Schokkaert E. et Van Ootegem L. (1990), "Sen's Concept of the Living Standard applied to the Belgian Unemployed", *Recherches Economiques de Louvain*, 56 (3-4), pp. 430-450.

Sen A. K. (1996), "Freedom, Capabilities and Public Action: A Response", *Notizie di Politeia*, 12 (43-44), pp. 107-125.

Sen A. K. (2000), *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil.

Vero J. (2002), *Mesurer la pauvreté à partir des concepts de biens premiers, de réalisations primaires et de capacités de base. Le rôle de l'espace d'information dans l'identification de la pauvreté des jeunes en phase d'insertion professionnelle*, thèse en sciences économiques, EHESS-GREQAM.

Résumé

L'accès à l'emploi au prisme des capacités, enjeux théoriques et méthodologiques

Jean-Michel Bonvin et Nicolas Farvaque

L'approche par les capacités (AC) apporte un éclairage original sur la formation et l'insertion professionnelle, qui met en lumière des enjeux souvent ignorés. La première partie présente l'AC de manière synthétique (en insistant notamment sur le trio ressources – capacités – accomplissements, et sur la double dimension de la liberté chez Amartya Sen). Elle souligne également ses points de contraste avec les conceptions standards de l'égalité des chances et de l'employabilité. Sont mis en évidence l'incomplétude de l'AC, son ancrage institutionnaliste et sa conception de la responsabilité. Dans un deuxième temps sont évoqués les défis méthodologiques posés par l'AC (notamment en ce qui concerne la manière de mesurer le degré de liberté réelle des personnes) et les diverses solutions avancées pour relever ces défis. La conclusion fait le bilan de l'apport théorique et méthodologique de l'AC par contraste avec les approches standards.

Mots-clés

Approche par les capacités, insertion professionnelle, méthodologie

Journal of Economic Literature : D 63, J 24

Les femmes changent-elles le travail ?

- **Femmes et syndicalisme : le genre comme ressource politique ?** - Entretien avec Laurence Laigo
- **Les processus de féminisation au travail : entre différenciation, assimilation et « dépassement du genre »**
Entretien avec Nicky Le Feuvre
- **Les mutations des modes d'organisation du travail au regard de la féminisation, l'expérience des jeunes médecins généralistes** - Nathalie Lapeyre, Magali Robelet
- **La féminisation des entreprises du bâtiment : le jeu paradoxal des stéréotypes de sexe** - Stéphanie Gallioz
- **Profession agricultrice : la mise en œuvre d'un management agricole et domestique singulier** - Annie Rieu, Sabrina Dahache
- **Quand la passion s'en mêle. La mixité à l'épreuve des modes d'engagement au travail** - François Sarfati
- **Une féminisation sur fond de segmentation professionnelle genrée : le cas des policières en commissariat**
Valérie Boussard, Marc Loriol, Sandrine Caroly
- **La féminisation des métiers et des professions. Quand la sociologie du travail croise le genre** - Guillaume Malochet
- **L'imaginaire dans les rapports de genre dans le champ du travail social** - Elian Djaoui, Pierre-François Large
- **De l'inégalité à la différence. L'argumentation naturaliste dans la féminisation des entreprises** - Irène Jonas, Djaouida Séhili
- **Parcours de Professionnalisation des Acteurs de la Transversalité : de l'activité à l'innovation collective**
Eric Doazan, Marion Bursaux
- **La face cachée de la sociologie** - Entretien avec Odile Piriou
- **L'analyse organisationnelle au Mexique** - Luis Montano-Hirose

Les femmes changent-elles le travail ?

- La féminisation des entreprises du bâtiment P.
- La mixité à l'épreuve des modes d'engagement au travail P.
- L'imaginaire dans les rapports de genre P.

20 € TTC France
180 pages
disponible en librairie,
sur alapage.com,
amazon.fr,
chapitre.com, fnac.com

Bon d'abonnement
téléchargeable sur
www.puf.com

Anciens numéros (achat sur www.sociologies-pratiques.com)

- n°9 - Alternatives associatives
- n°8 - Une sociologie en action : l'engagement de Renaud Sainsaulieu
- n°7 - Gérer l'environnement : le temps de l'action concertée ?
- n°6 - Les consultants font-ils le monde ?
- n°5 - Mondialisation : les cultures en question
- n°4 - Diriger des organisations en transformation
- n°3 - Action dirigeante et gouvernance d'entreprise
- n°2 - La modernisation du service public

Commande : Tel : **01 58 10 31 63** - Presses Universitaires de France - *Département des revues*
6 avenue Reille 75685 Paris Cedex 14 - Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de PUF

Édité avec le soutien de
l'Association des Professionnels en
Sociologie de l'Entreprise, du
Laboratoire Interdisciplinaire pour la
Sociologie Economique et de
l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Abonnement 2007 (2 numéros) - TVA 5,5%

	Particulier	Institution
France	42,00 € TTC	46,00 € TTC
Etranger	49,58 € TTC	54,86 € TTC